



ORDONNANCE N° 2021/003 DU 07 JUIN 2021
 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°
 2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi de finances de la
 République du Cameroun pour l'exercice 2021.-

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu la loi n° 2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021 ;
- Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018,

ORDONNE :

ARTICLE 1^{er}.- (1) Sont modifiées et complétées dans la loi du 17 décembre 2020 susvisée, les dispositions des articles trente-unième, quarantième, quarante-unième, quarante-deuxième, quarante-troisième, quarante-quatrième, quarante-cinquième, quarante-sixième, cinquante-unième, cinquante-deuxième et cinquante-troisième ;

(2) Est également inséré dans la même loi à la suite de l'article treizième, l'article treizième-bis ainsi qu'il suit :

«PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE DEUXIEME

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE DEUXIEME

DISPOSITIONS RELATIVES AU CODE GENERAL DES IMPÔTS

ARTICLE TREIZIÈME (bis).- Les dispositions de l'article 548 du Code Général des Impôts, sont modifiées et/ou complétées ainsi qu'il suit :

TITRE VI
ENREGISTREMENT, TIMBRE ET CURATELLE

SOUS-TITRE II
LEGISLATION NON HARMONISEE EN ZONE CEMAC



CHAPITRE II
TARIFS DES DROITS DE TIMBRE

SECTION II
TIMBRE SPECIAL A CERTAINS DOCUMENTS ET DIVERS

A - TIMBRES DES PASSEPORTS ET VISAS

ARTICLE 548.- Le droit de timbre sur les passeports et autres documents en tenant lieu est fixé ainsi qu'il suit :

1) Passeports nationaux

Le droit de timbre sur les passeports nationaux est fixé, à compter du 1^{er} juillet 2021, ainsi qu'il suit :

- délivrance, renouvellement et prorogation de passeports ordinaires : 110 000 F CFA ;

Le reste sans changement.

CHAPITRE QUATRIEME
AFFECTATION DES RECETTES

SECTION 1
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE TRENTE-UNIEME (nouveau).- Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds de Solidarité National pour la lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économiques et sociales est fixé à F.CFA deux cent milliards (200 000 000 000) pour l'exercice 2021.

TITRE TROISIEME
DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES
DU BUDGET DE L'ETAT

ARTICLE QUARANTIEME (nouveau).- Le budget de l'État pour l'exercice 2021 s'équilibre en ressources et en emplois à F.CFA 5 480 400 000 000 dont F.CFA 5 235 200 000 000 au titre du budget général et F.CFA 245 200 000 000 pour les Comptes d'affectation Spéciale.

CHAPITRE PREMIER

EVALUATION DES RESSOURCES BUDGETAIRES

ARTICLE QUARANTE-UNIÈME (nouveau).- Les produits et revenus applicables au budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2021 sont évalués à **F.CFA 5 235 200 000 000** et se décomposent de la manière suivante, par nature de recettes :

(Unité : millions FCFA)

COMPTES	LIBELLE	2020	2021 VOTE	AJUSTEMENT	2021 MODIFIE
	A-RECETTES	2 950 547	3 456 600	74 200	3 530 800
	TITRE I - RECETTES FISCALES	2 374 847	2 743 100	0	2 743 100
721	IMPOTS SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES	274 526	286 280		286 280
723	IMPOTS SUR LES BENEFICES DES SOCIETES NON PETROLIERES	330 053	340 000		340 000
724	IMPOTS SUR LES REVENUS SERVIS AUX PERSONNES DOMICILIEES HORS CAMEROUN	81 639	95 000		95 000
728	IMPOTS SUR LES MUTATIONS ET LES TRANSACTIONS	54 762	63 300		63 300
730	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET LE CHIFFRE D'AFFAIRES	912 911	1 075 607		1 075 607
731	TAXES SUR DES PRODUITS DETERMINES ET DROITS D'ACCISES	335 886	407 384		407 384
732	TAXES SUR DES SERVICES DETERMINES	2 399	420		420
733	IMPOTS SUR LE DROIT D'EXERCER UNE ACTIVITE PROFESSIONNELLE	12 781	13 585		13 585
735	AUTRES IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	10 055	12 845		12 845
736	DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	290 950	351 653		351 653
737	DROITS ET TAXES A L'EXPORTATION ET AUTRES IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR	31 508	44 756		44 756
738	DROIT D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE	36 517	49 205		49 205
739	AUTRES IMPOTS ET TAXES NON CLASSES AILLEURS	860	3 065		3 065
	TITRE II - DONS, FONDS DE CONCOURS ET LEGS	102 000	106 900	-42 200	64 700
769	DONS EXCEPTIONNELS DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	102 000	106 900	-42 200	64 700

(Unité : millions FCFA)

COMPTES	LIBELLE	2020	2021 VOTE	AJUST MENT	2021 MODIFIE
	TITRE III - CONTISATIONS SOCIALES	60 000	60 000	0	60 000
761	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES ET ASSIMILES RELEVANT DES APU	60 000	60 000		60 000
	TITRE IV - AUTRES RECETTES	413 700	546 600	116 400	663 000
710	DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	60 183	60 183	-19 569	40 614
714	VENTES ACCESSOIRES DE BIENS	79	79		79
716	VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICES	21 623	21 623	-7 031	14 592
719	LOYERS DES IMMEUBLES ET REVENUS DES DOMAINES	4 200	4 200		4 200
741	REVENUS DU SECTEUR PETROLIER	286 700	418 000	143 000	561 000
745	PRODUITS FINANCIERS A RECEVOIR	39 500	41 100		41 100
771	AMENDES ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES	1 415	1 415		1 415
	B - EMPRUNTS ET DONS	1 595 500	1 363 400	501 000	1 864 400
150	TIRAGES SUR LES EMPRUNTS MULTILATERAUX DIRECTS A L'EXTERIEUR	215 191	300 880		300 880
151	TIRAGES SUR LES EMPRUNTS BILATERAUX DIRECTS A L'EXTERIEUR	390 569	218 310		218 310
152	APPUI BUDGETAIRES	440 500	260 000	-30 000	230 000
153	TIRAGES SUR EMPRUNTS A DES ORGANISMES PRIVES EXTERIEURS	49 241	184 210	450 000	634 210
161	EMISSIONS DES BONS DU TRESOR SUPERIEURS A DEUX ANS	500 000	400 000	81 000	481 000
	TOTAL DES RECETTES DE L'ETAT	4 546 047	4 820 000	575 200	5 395 200
	C. PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ETAT	137 000	150 000	10 000	160 000
	PRELEVEMENT AU PROFIT DU FONDS SPECIAL DE SOLIDARITE POUR LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE	137 000	150 000	10 000	160 000
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE L'ETAT (A+B-C)	4 409 047	4 670 000	565 200	5 235 200

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

ARTICLE QUARANTE-DEUXIEME (nouveau) Les ressources des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2021 sont évaluées à **FCFA245 200 000 000** et se décomposent de la manière suivante par nature de recettes :

(Unité : milliers FCFA)

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2020	2021 VOTE	AJUSTE MENT	2021 MODIFIE
FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE		0	7 000 000	0	7 000 000
1	La quote-part des amendes et pénalités collectées au titre de la loi n°2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité	0	3 000 000		3 000 000
2	Les contributions annuelles des opérateurs titulaires d'un titre de concession ou de licence dans le secteur de l'électricité, à hauteur de 1% de leur chiffre d'affaire annuel hors taxe, l'assiette de calcul du chiffre d'affaire étant pour les producteurs à des fins industrielles, exclusivement limitée à l'activité relevant du secteur de l'électricité	0	4 000 000		4 000 000
DEVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL		1 000 000	1 000 000	0	1 000 000
1	Autre prélèvement sur les opérateurs publics et privés au titre du financement des missions de service public	240 000	598 000		598 000
2	Prélèvements au titre de l'exercice par les opérateurs privés des activités concédées, conformément aux dispositions de la loi régissant l'activité postale	460 000	252 000		252 000
3	Reports (solde à reporter)	300 000	150 000		150 000
FOND SPECIAL POUR LA SECURITE ELECTRONIQUE		1 500 000	1 500 000	0	1 500 000
1	Contributions annuelles des autorités de certification accréditées, les auditeurs de sécurité, les éditeurs de logiciels de sécurité et les autres prestataires de services de sécurité agréés, à hauteur de 1,5 % de leur chiffre d'affaires hors taxes	1 500 000	837 500		837 500
2	Reports (solde à reporter)	0	662 500		662 500
FONDS SPECIAL DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS		30 000 000	25 000 000	0	25 000 000
1	Quote-part des contributions annuelles des opérateurs et exploitants de services des communications électroniques, à hauteur de 3 % de leur chiffre d'affaires hors taxes	11 000 000	15 000 000		15 000 000
2	Reports (solde à reporter)	19 000 000	10 000 000		10 000 000
SOUTIEN DE LA POLITIQUE CULTURELLE		1 000 000	500 000	0	500 000
1	Contribution des services rattachés au Ministère en charge des arts et de la culture	20 000	20 000		20 000
2	Contributions des organismes de gestion collective à la promotion de la politique culturelle	50 000	50 000		50 000
3	Doits d'exploitation des activités liées à la cinématographie	5 000	5 000		5 000
4	Doits d'exploitation du patrimoine culturel	13 000	13 000		13 000
5	Doits issus de l'activité des spectacles	130 000	30 000		30 000
6	Doits d'exploitation des activités du livre et de la lecture	2 000	2 000		2 000

(Unité : milliers FCFA)

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2020	2021 VOTE	AJUSTE MENT	2021 MODIFIE
7	Redevances versées au titre de la représentation ou de fixation du folklore	200 000	100 000		100 000
8	Rémunération pour copie privée des phonogrammes, vidéogrammes et œuvres imprimées	550 000	250 000		250 000
9	Revenus de la location des centres culturels, des salles et des cars podium	30 000	30 000		30 000
FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT		500 000	500 000	0	500 000
1	Amendes et transactions	50 000	50 000		50 000
2	Redevance de prélèvement des eaux	250 000	250 000	-61 450	188 550
3	taxe d'assainissement	200 000	200 000		200 000
4	Reports (solde à reporter)	0	0	61 450	61 450
FONDS NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		1 200 000	1 200 000	0	1 200 000
1	Dons, legs et aides diverses	1 000	1 000		1 000
2	Frais de délivrance des manifestes de traçabilité des déchets	50 000	40 000		40 000
3	Frais de Visas techniques	13 000	15 000		15 000
4	Frais d'examen des dossiers de permis environnemental	40 000	50 000		50 000
5	Frais d'examen des rapports d'Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux	511 000	400 000		400 000
6	Frais d'examen des termes de références relatifs aux Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux	460 000	350 000		350 000
7	Produit des amendes de transaction telle que prévue par la loi cadre relative à la gestion de l'environnement	124 000	124 000		124 000
8	Reports (solde à reporter)	0	100 000		100 000
9	Sommes recouvrées aux fins de remise en l'état des sites	1 000	0		0
10	Subvention de l'Etat	0	120 000		120 000
DEVELOPPEMENT FORESTIER		3 000 000	2 000 000	0	2 000 000
1	Autorisations d'ouverture des parcs de rupture	200 000	200 000		200 000
2	Certificats d'Enregistrement en Qualité de Transformateur de Bois (CEQTB)	10 000	5 000		5 000
3	Certificats d'Enregistrement en Qualité d'Exportateur de Bois (CEQEB)	22 500	30 000		30 000
4	Frais d'attribution et de renouvellement des Permis Annuels d'Exploitation (PAO)	30 000	30 000		30 000
5	Frais d'attribution et renouvellement des Certificats Annuels d'Exploitation (CAO)	37 500	30 000		30 000
6	Permis Cites	200 000	200 000		200 000
7	Permis d'exploitation pour les produits spéciaux	0	5 000		5 000
8	Ressources de la vente des documents sécurisés issues de la contribution des opérateurs conformément aux dispositions réglementaires dont le coût unitaire est de FCFA 100 000	2 500 000	1 500 000		1 500 000

(Unité : milliers FCFA)

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2020	2021 VOTE	AJUSTE MENT	2021 MODIFIE
FONDS SPECIAL DE PROTECTION DE LA FAUNE		500 000	500 000	0	500 000
1	Droits d'affermages	135 000	200 500		200 500
2	Droits de licence de "gamefarming" et "gameranching"	9 000	5 000		5 000
3	Droits de permis de petite chasse	12 000	7 500		7 500
4	Droits de permis de recherche à but scientifique	5 000	2 000		2 000
5	Droits de permis et licences de chasse	102 990	45 500		45 500
6	Droits d'entrée dans les aires protégées	15 000	25 000		25 000
7	Produit des amendes, transaction, dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou gré à gré des produits et objets divers saisis	70 000	80 000		80 000
8	Reports (solde à reporter)	50 005	0		0
9	Subventions, contributions, dons et legs de toute personne physique ou morale	15 005	15 000		15 000
10	Taxe d'abatage	65 000	109 500		109 500
11	Taxe d'exploitation	21 000	10 000		10 000
PRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT		4 000 000	5 000 000	0	5 000 000
1	Actes de « camerounisation »	10 000	21 250		21 250
2	Agréments aux professions de transporteur routier et d'auxiliaire des transports routiers	8 300	7 088		7 088
3	Agréments aux professions de transporteurs maritime et para-maritime	32 000	46 000		46 000
4	Autorisations provisoires	4 000	4 500		4 500
5	Cartes de circulation	16 000	18 000		18 000
6	Cartes de transport public routier (cartes bleues)	512 000	576 000		576 000
7	Cartes d'identité des marins	18 200	30 475		30 475
8	Certificats de capacité	17 000	19 125		19 125
9	Certificats de capacité	26 450	39 250		39 250
10	Certificats de jauge	2 000	2 250		2 250
11	Certificats de radiation	6 000	6 750		6 750
12	Certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises)	2 305 000	3 222 881		3 222 881
13	Inscriptions provisoires	0	4 250		4 250
14	Licences de transport	59 000	66 375		66 375
15	Livrets professionnels maritimes	3 350	3 769		3 769
16	Permis de conduire national et international	910 200	837 725		837 725
17	Permis de navigation	14 000	15 750		15 750
18	Rôles d'équipage	8 500	12 562		12 562
19	Visites de sécurité	48 000	66 000		66 000
SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE TOURISME ET DE LOISIRS		1 000 000	1 000 000	0	1 000 000
1	Amendes et transactions	145 000	145 000		145 000
2	Concession à des personnes physiques ou morales des sites touristiques classés	5 000	5 000		5 000
3	Dons et legs de toute origine	10 000	10 000		10 000

(Unité : millions FCFA)

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2020	2021 VOTE	AJUSTE MENT	2021 MODIFIE
4	Location des établissements hôteliers construits sur capitaux publics et donnés en gérance libre à des personnes physiques ou morales nationales ou étrangères	160 000	160 000		160 000
5	Quote-part des recettes provenant des droits d'accès dans les parcs nationaux et les réserves de faunes	5 000	5 000		5 000
6	Quote-part du produit de la taxe de séjour	500 000	500 000	-23 300	476 700
7	Redevance liée aux panonceaux	50 000	50 000		50 000
8	Redevance perçue lors de la délivrance des autorisations de construction et d'ouverture d'établissement hôteliers	25 000	25 000		25 000
9	Subvention de l'Etat	100 000	100 000	-100 000	0
10	Reports (solde à reporter)	0	0	123 300	123 300
Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économique et sociale		180 000 000	150 000 000	50 000 000	200 000 000
1	Fonds de concours	43 000 000	0	40 000 000	40 000 000
	<i>Union Européenne (UE)</i>	2 000 000	0		0
	<i>Banque Mondiale (BM)</i>	22 000 000	0	25 000 000	25 000 000
	<i>Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME)</i>	9 000 000	0		0
	<i>Agence Française de Développement (AFD)</i>	6 500 000	0		0
	<i>Autres versements des personnes physique et morale</i>	3 500 000	0		0
	<i>Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC)</i>	0	0	15 000 000	15 000 000
2	Versements du budget général	137 000 000	150 000 000	10 000 000	160 000 000
					0
TOTAL DES RECETTES DES CAS		223 700 000	195 200 000	50 000 000	245 200 000

CHAPITRE DEUXIEME EVALUATIONS DES CHARGES DU BUDGET DE L'ETAT

ARTICLE QUARANTE-TROISIEME (nouveau).- Les charges du budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2021 sont évaluées à **FCFA5 235 200 000 000** et ventilées par nature économique ainsi qu'il suit :

(En milliers de F.CFA)

CODE	LIBELLE	2020	2021 VOTE	AJUSTE MENT	2021 MODIFIE
DETTE		621 800 000	683 222 424	448 700 000	1 131 922 424
1	Opérations financières à long et moyen terme	621 800 000	683 222 424	448 700 000	1 131 922 424
15	Remboursement du principal de la dette à long et moyen terme à l'extérieur	204 000 000	328 457 660	267 500 000	595 957 660
150	Remboursements de la dette extérieure multilatérale	70 000 000	70 001 500	10 000 000	80 001 500
151	Remboursements de la dette extérieure bilatérale	134 000 000	258 456 160	257 500 000	515 956 160

(En milliers de F.CFA)

CODE	LIBELLE	2020	2021 VOTE	AJUSTE MENT	2021 MODIFIE
16	Remboursement du principal de la dette à long et moyen terme à l'intérieur	417 800 000	354 760 127	181 200 000	535 960 127
160	Remboursements du principal des emprunts intérieurs à long et à moyen terme	417 800 000	354 760 127	181 200 000	535 960 127
17	Remboursement du principal de la dette pour le compte des tiers		4 637	0	4 637
171	Remboursement principal dette avalisée		4 637		4 637
DÉPENSES EN CAPITAL		1 254 310 000	1 352 000 000	0	1 352 000 000
2	Comptes des valeurs immobilisées	1 254 310 000	1 352 000 000	0	1 352 000 000
20	Frais amortissables, immobilisations incorporelles	166 026 324	179 909 674	0	179 909 674
201	Brevets, licences, marques, procédés, modèles, dessins, concessions	8 015 000	5 010 000		5 010 000
202	Etudes d'organisation	147 115 335	164 942 611		164 942 611
203	Etudes de construction	9 086 122	5 125 661		5 125 661
204	Etudes économiques	360 950	911 402		911 402
205	Recensements, études démographiques ou de population	1 042 500	500 000		500 000
207	Etudes sectorielles spécifiques	406 417	3 420 000		3 420 000
21	Terrains	800 337	3 478 059		3 478 059
210	Acquisitions de Terrains	246 708	1 834 600		1 834 600
211	Indemnités de déguerpissement	553 629	1 643 459		1 643 459
22	Immobilisations corporelles	886 437 604	854 364 183		854 364 183
220	Travaux de mise en valeur des terres	37 399 144	51 696 142		51 696 142
221	Acquisitions d'immeubles	729 742	3 934 342		3 934 342
222	Construction, agrandissement, réhabilitation d'immeubles	130 703 927	82 192 854		82 192 854
223	Rénovation et gros entretien des immeubles	13 911 690	4 837 476		4 837 476
224	Achats, installations et rénovations des équipements des immeubles	121 889 464	101 847 680		101 847 680
225	Voiries et réseaux, ouvrages d'art, travaux d'infrastructures	523 100 955	570 326 023		570 326 023
226	Achat de matériel et mobilier de bureau	2 286 404	3 443 802		3 443 802
227	Acquisition et rénovation des machines et matériels	51 685 366	30 104 566		30 104 566
228	Acquisition des matériels de transport	4 659 912	5 981 298		5 981 298
229	Autres immobilisations corporelles	71 000			0
23	Immobilisations sur Fonds de Contrepartie	80 998 000	89 901 014	0	89 901 014
231	Immobilisations sur contreparties en dépenses réelles	60 980 000	66 401 014		66 401 014
232	Immobilisations sur contreparties en impôts et taxes	20 018 000	23 500 000		23 500 000
26	Titre à long et moyen terme, Participations et affectations	19 288 000	20 000 000	0	20 000 000
260	Prises de participation	19 288 000	20 000 000		20 000 000

(En milliers de F.CFA)

CODE	LIBELLE	2020	2021 VOTE	AJUSTE MENT	2021 MODIFIE
27	Immobilisations non réparties	43 715 642	71 580 000	0	71 580 000
271	Transferts en capital à d'autres administrations	293 000			0
272	Transferts en capital au secteur productif	100 000			0
277	Autres transferts en capital à l'étranger		3 000 000		3 000 000
279	Immobilisations non définies	43 322 642	68 580 000		68 580 000
28	Transferts en capital	57 044 093	132 767 070	0	132 767 070
281	Transferts en capital aux autres administrations publiques	37 927 876	126 417 070		126 417 070
282	Transferts en capital au secteur productif privé	7 200 000			0
283	Transferts en capital aux institutions financières	225 000			0
284	Transferts en capital aux institutions à but non lucratif	1 848 217	210 000		210 000
285	Transferts en capital aux ménages	2 440 000	6 140 000		6 140 000
286	Transferts en capital aux ménages	7 403 000			0
DÉPENSES COURANTES		2 532 937 000	2 634 777 576	116 500 000	2 751 277 576
6	Opérations courantes	2 532 937 000	2 634 777 576	116 500 000	2 751 277 576
61	Consommations des biens et services	422 422 562	485 812 618	0	485 812 618
610	Fournitures, petits matériels et entretien courant	78 805 037	75 114 676		75 114 676
611	Achats de fournitures techniques spécifiques	59 125 088	65 435 125		65 435 125
612	Carburants et lubrifiants	31 093 980	35 951 610		35 951 610
613	Frais de transport	12 725 793	13 764 336		13 764 336
614	Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie	21 894 818	25 548 814		25 548 814
615	Loyers et charges locatives	12 136 211	15 667 929		15 667 929
616	Frais d'entretien, maintenance et sécurité	16 655 140	19 284 559		19 284 559
617	Frais de représentation, de mission, de réception et cérémonies	58 559 632	70 796 552		70 796 552
618	Rémunérations des services extérieurs	127 952 319	159 678 477		159 678 477
619	Entretien des routes, voiries, ouvrages d'art et infrastructures	3 474 544	4 570 540		4 570 540
62	Salaires	1 040 147 867	1 069 826 263	0	1 069 826 263
621	Traitement brut du personnel sous statut général de la fonction publique	866 344 031	896 947 514		896 947 514
622	Traitement brut du personnel sous statut particulier de la fonction publique	104 238 358	103 313 759		103 313 759
623	Traitement brut des élèves en formation	1 484 000			0
624	Traitement brut du personnel à solde globale	7 659 244	8 015 291		8 015 291
625	Traitement brut du personnel hors statut	535 436	1 036 436		1 036 436
626	Primes gratifications et autres indemnités hors solde	38 111 063	40 065 228		40 065 228

(En milliers de F.CFA)

CODE	LIBELLE	2020	2021 VOTE	AJUSTE MENT	2021 MODIFIE
627	Rémunération du personnel hors solde	4 535 661	4 820 794		4 820 794
628	Rémunération du personnel temporaire	11 499 618	9 757 065		9 757 065
629	Autres dépenses de personnel	5 740 456	5 870 176		5 870 176
63	Impôts et taxes à verser	20 800	2 010 000	0	2 010 000
631	Impôts, taxes et versement assimilés	20 800	2 010 000		2 010 000
64	Frais financiers	219 920 000	228 700 000	-38 500 000	190 200 000
641	Frais financiers ordinaires	150 000 000	143 500 000	-38 500 000	105 000 000
642	Intérêts et commissions des emprunts intérieurs à long et à moyen terme	29 920 000	65 200 000		65 200 000
644	Intérêts et commissions des emprunts intérieurs à long et moyen terme	20 000 000			0
647	Intérêts et commissions de la dette auprès d'organismes privés extérieurs	20 000 000	20 000 000		20 000 000
65	Subventions à verser	148 526 176	152 115 354	0	152 115 354
651	Subventions d'équilibre aux établissements marchands	1 922 800	1 610 000		1 610 000
652	Subventions de fonctionnement aux établissements non marchands	144 086 376	148 052 354		148 052 354
653	Subventions d'équipement	2 517 000	2 463 000		2 463 000
66	Transferts à verser	313 832 547	343 973 504	0	343 973 504
661	Prestations sociales	236 881 071	253 337 218		253 337 218
662	Transferts courants aux autres unités administratives	64 161 957	80 258 488		80 258 488
664	Contributions aux organisations internationales	12 789 519	10 377 798		10 377 798
67	Autres charges	147 291 565	104 710 093	100 000 000	204 710 093
671	Opérations de dépenses hors achats de biens et services	75 492 985	75 459 339		75 459 339
672	Transferts courants aux administrations, entreprises et ménages	71 798 580	29 250 754	100 000 000	129 250 754
69	Provisions	240 775 481	247 629 745	55 000 000	302 629 745
690	Provisions	240 775 481	247 629 745	55 000 000	302 629 745
					0
DETTE (Principal)		621 800 000	683 222 424	448 700 000	1 131 922 424
DEPENSES EN CAPITAL		1 294 310 000	1 352 000 000	0	1 352 000 000
DEPENSES COURANTES		2 532 937 000	2 634 777 576	116 500 000	2 751 277 576
TOTAL GENERAL		4 409 047 000	4 670 000 000	565 200 000	5 235 200 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

ARTICLE QUARANTE-QUATRIÈME (nouveau). Les charges des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2021 sont évaluées à FCFA 245 200 000 000 et se décomposent de la manière suivante par nature de dépenses :

(Unité: milliers F.CFA)

CODE	LIBELLE	2021 VOTE	AJUSTEMENT	2021 MODIFIE
BUDGET DE FONCTIONNEMENT		63 966 263	100 000 000	163 966 263
6	Opérations courantes	63 966 263	100 000 000	163 966 263
61	Consommations des biens et services	12 886 834	0	12 886 834
610	Fournitures, petits matériels et entretien courant	1 275 065		1 275 065
611	Achats de fournitures techniques spécifiques	5 924 751		5 924 751
612	Carburants et lubrifiants	674 000		674 000
613	Frais de transport	190 000		190 000
614	Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie	18 000		18 000
615	Loyers et charges locatives	26 000		26 000
616	Frais d'entretien, maintenance et sécurité	323 499		323 499
617	Frais de représentation, de mission, de réception et cérémonies	2 334 248		2 334 248
618	Rémunérations des services extérieurs	2 110 521		2 110 521
619	Entretien des routes, voiries, ouvrages d'art et infrastructures	10 750		10 750
64	Frais financiers	7 500	0	7 500
641	Frais financiers ordinaires	7 500		7 500
65	Subventions à verser	656 000	0	656 000
651	Subventions d'équilibre aux établissements marchands	180 000		180 000
652	Subventions de fonctionnement aux établissements non marchands	45 000		45 000
653	Subventions d'équipement	431 000		431 000
66	Transferts à verser	373 429	0	373 429
661	Prestations sociales	25 000		25 000
664	Contributions aux organisations internationales	348 429		348 429
69	Provisions	50 042 500	100 000 000	150 042 500
690	Provisions	50 042 500	100 000 000	150 042 500
BUDGET D'INVESTISSEMENT		131 233 737	-50 000 000	81 233 737
2	Comptes des valeurs immobilisées	131 233 737	-50 000 000	81 233 737
20	Frais amortissables, immobilisations incorporelles	5 984 454	0	5 984 454
201	Brevets, licences, marques, procédés, modèles, dessins, concessions	135 000		135 000

(Unité: milliers F.CFA)

CODE	LIBELLE	2021 VOTE	AJUSTEMENT	2021 MODIFIE
202	Etudes d'organisation	4 858 623		4 858 623
203	Etudes de construction	695 331		695 331
204	Etudes économiques	238 500		238 500
207	Etudes sectorielles spécifiques	57 000		57 000
22	Immobilisations corporelles	25 099 283	0	25 099 283
220	Travaux de mise en valeur des terres	311 200		311 200
221	Acquisitions d'immeubles	1 072 000		1 072 000
222	Construction, agrandissement, réhabilitation d'immeubles	1 216 220		1 216 220
223	Rénovation et gros entretien des immeubles	594 501		594 501
224	Achats, installations et rénovations des équipements des immeubles	5 182 583		5 182 583
225	Voies et réseaux, ouvrages d'art, travaux d'infrastructures	11 812 232		11 812 232
226	Achat de matériel et mobilier de bureau	240 119		240 119
227	Acquisition et rénovation des machines et matériels	4 513 428		4 513 428
228	Acquisition des matériels de transport	157 000		157 000
27	Immobilisations non réparties	100 150 000	-50 000 000	50 150 000
278	Dépenses d'investissement pour interventions humanitaires, à répartir	100 150 000	-50 000 000	50 150 000
TOTAL DEPENSES DES CAS		195 200 000	50 000 000	245 200 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

CHAPITRE TROISIEME EQUILIBRE BUDGETAIRE

ARTICLE QUARANTE-CINQUIÈME (nouveau).- Pour l'exercice 2021, l'équilibre du budget de l'Etat qui résulte de l'évaluation des recettes et de la fixation des plafonds des dépenses présentées aux articles quarante-unième, quarante-deuxième, quarante-troisième et quarante-quatrième ci-dessus est fixé aux montants suivants :

(En milliards de FCFA)

RECETTES	MONTANT	DEPENSES	MONTANT
I. BUDGET GENERAL			
RECETTES INTERNES	3 530,8	DEPENSES COURANTES	2 680,7
Recettes fiscales brutes	2 743,1	Intérêts et commissions bruts	247,2
dont remboursement des crédits TVA	72,0	Allègement intérêts dette extérieure	-57,0
Recettes fiscales nettes	2 671,1	Dépenses de personnel	1 069,8
Recettes pétrolières	536,0	Biens et services	791,9
Recettes non fiscales	187,0	Transferts courants	628,8
Total Recettes internes nettes	3 394,1	Dont subventions versées aux CAS	0,1

DONS		647		DEPENSES EN CAPITAL		1 352,0	
Dons programmes	34,3			Financements extérieurs			733,8
Dons projets	30,4			Ressources propres			583,2
RECETTES EXCEPTIONNELLES	0,0			Participation/Restructuration			35,0
Recettes de privatisations				AUTRES DEPENSES			-20,0
<i>Prélèvements sur les recettes au profit du Fonds spécial de solidarité national pour la lutte contre le Coronavirus</i>	160,0			Prêts nets			-20,0
RECETTES NETTES BUDGET GENERAL	3 298,8			DEPENSES BUDGET GENERAL			4 012,7
II – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR							
Comptes d'affectation spéciale	205,2			Comptes d'affectation spéciale			245,2
<i>Dont Fonds spéciale de solidarité pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économique et sociale</i>	160,0			<i>Dont Fonds spéciale de solidarité pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économique et sociale</i>			200,0
<i>Fonds de concours Covid-19 (Dons)</i>	0,0			<i>Fonds de concours Covid-19</i>			40,0
<i>Autres Comptes d'Affectation Spéciale</i>	45,2			<i>Autres Comptes d'Affectation Spéciale</i>			45,2
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES NETTES DE L'ETAT	3 504,0			TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES DE L'ETAT			4 257,9
III - SOLDES							
		Montant		% du PIB			
CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT	DE	-773,9		-3,2			
SOLDE GLOBAL		-753,9		-3,1			
SOLDE DE REFERENCE DE LA CEMAC		-852,7		-3,5			

CHAPITRE QUATRIEME FINANCEMENT GLOBAL ET HABILITATION

ARTICLE QUARANTE-SIXIEME (nouveau).- Pour l'exercice 2021, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

<i>(En milliards de FCFA)</i>							
BESOINS DE FINANCEMENT ET DE TRESORERIE		DE	MONTAN T	RESSOURCES FINANCEMENTS ET TRESORERIE		DE	MONTAN T
Déficit budgétaire global			753,9	Prêts projets			703,4
Amortissement Dette structurée (hors correspondants)			972,0	Emission des Titres publics			350,0
Dette extérieure			704,0	Appuis Budgétaires			230,0
<i>Dont rachat Eurobonds</i>			300,0	Financement bancaire			183,0
Dette intérieure			288,0	<i>Compte séquestre TVA</i>			72,0
Restes à payer Trésor/Dette non structurée CAA			97,5	<i>Compte avances BEAC</i>			60,0
				<i>Compte C2D</i>			21,0

(En milliards de FCFA)

BESOINS DE FINANCEMENT ET DE TRESORERIE	MONTANT	RESSOURCES FINANCEMENTS ET DE TRESORERIE	MONTANT
Remboursement des crédits TVA	72	Financements exceptionnels	149,0
Sortie nette de trésorerie au profit des Correspondants	20,0	<i>Dont allègement du principal de la dette extérieure G20</i>	109,0
		<i>Fonds de Concours CAS COVID19 (prêts)</i>	40,0
Accumulation des dépôts à la BEAC (Eurobonds)	150,0	Emission des Eurobonds	450,0
TOTAL	2 065,4	TOTAL	2 065,4

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

DEUXIEME PARTIE
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE DEUXIEME
CREDITS OUVERTS

CHAPITRE PREMIER
CREDITS DU BUDGET GENERAL

ARTICLE CINQUANTE-UNIÈME (nouveau).- Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement du budget général ouverts sur les programmes concourant à la réalisation des objectifs assortis d'indicateurs sont fixés comme suit :

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
	CHAPITRE 01 -		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		40 602 000	40 602 000	40 602 000	40 602 000
1	001	FORMULATION ET COORDINATION DE L'ACTION PRESIDENTIELLE	Assurer la mise en œuvre du Programme des Grandes Réalisations	niveau de suivi de la mise en œuvre des actions approuvées par le Président de la République	17 927 386	17 927 386	17 927 386	17 927 386
2	002	PROTECTION PRESIDENTIELLE ET INTEGRITE DU TERRITOIRE	Préserver l'intégrité du territoire national et la stabilité politique	Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions	6 355 150	6 355 150	6 355 150	6 355 150
3	003	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ET SES SERVICES RATTACHES	Appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels	Taux global de réalisation des actions budgétisées	16 319 464	16 319 464	16 319 464	16 319 464
	CHAPITRE 02 -		SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE		5 931 000	5 931 000	5 931 000	5 931 000
4	016	FORMULATION ET COORDINATION DE L'ACTION PRESIDENTIELLE	Contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le programme des grandes réalisations	Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République	722 706	722 706	722 706	722 706

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE-VOTE		CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE			AE	MODIFIE		
5	018	PROTECTION PRESIDENTIELLE ET INTEGRITE DU TERRITOIRE	Contribuer à la préservation de l'intégrité du territoire national et la stabilité politique	Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions	5 208 294	5 208 294	5 208 294	5 208 294
	CHAPITRE 03 -			ASSEMBLEE NATIONALE	24 682 000	24 682 000	24 682 000	24 682 000
6	032	RENFORCEMENT DU CONTROLE PARLEMENTAIRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	Contribuer à l'efficacité des politiques publiques	Taux de contrôle du Programme d'Investissement Prioritaire du Gouvernement	6 700 000	6 700 000	6 700 000	6 700 000
7	033	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	Appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels	Degré de motivation du personnel de l'Assemblée Nationale	17 982 000	17 982 000	17 982 000	17 982 000
	CHAPITRE 04 -			SERVICES DU PREMIER MINISTRE	17 676 000	17 676 000	17 676 000	17 676 000
8	046	DIRECTION ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	Veiller à la réalisation effective d'au moins 70% de la tranche annuelle des programmes et projets stratégiques gouvernementaux	Taux de réalisation de la tranche annuelle des programmes et projets stratégiques gouvernementaux	2 058 152	2 058 152	2 058 152	2 058 152
9	047	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES INTERNES ET RATTACHES AUX SERVICES DU PREMIER MINISTRE	Satisfaire au moins 70% des responsables des services internes et rattachés aux SPM	Degré de satisfaction annuel des responsables des services internes et rattachés aux SPM	15 617 848	15 617 848	15 617 848	15 617 848
	CHAPITRE 05 -			CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1 591 000	1 591 000	1 591 000	1 591 000
10	061	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du CES	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CES	1 403 000	1 403 000	1 403 000	1 403 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
11	062	PILOTAGE DEVELOPPEMENT DES ATTRIBUTIONS CONFIEES AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	Renforcer et faciliter la mise en œuvre des politiques publiques	Nombre d'interventions du CES dans la mise en œuvre des politiques publiques	188 000	188 000	188 000	188 000
	CHAPITRE 06 -		MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES		30 832 000	30 832 000	30 800 000	30 800 000
12	076	VALORISATION POTENTIEL COOPERATION BILATERALE	Capitaliser au benefice du Cameroun le potentiel qu'offre la cooperation bilaterale Maximiser et diversifier les opportunités à caractere securitaire et socio-economiques de la cooperation multilaterale et de la cooperation decentralisee	Nombre annuel d'instruments juridiques de cooperation bilaterale négociés, mis en forme ou signés/suivi	15 023 163	15 023 163	15 023 163	15 023 163
13	077	REDYNAMISATION DE LA COOPERATION MULTILATERALE ET DE LA COOPERATION DECENTRALISEE	Améliorer la contribution des camerounais de l'étranger à la vie politique, sociale et économique du pays Améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre des programmes	Nombre de projets et programmes à caractère sécuritaire et socio- économique mis en œuvre au Cameroun grâce à la cooperation multilaterale et décentralisée	2 780 046	2 780 046	2 780 046	2 780 046
14	078	GESTION DES CAMEROUNAIS A L'ETRANGER		Niveau de participation effective des Camerounais à l'étranger à la vie politique, économique et sociale	4 291 398	4 291 398	4 291 398	4 291 398
15	079	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES		Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINREX	8 737 393	8 737 393	8 705 393	8 705 393
	CHAPITRE 07 -		MINISTERE DE TERRITORIALE	L'ADMINISTRATION	34 934 000	34 934 000	34 785 000	34 785 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT-GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
16	092	MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	Assurer une administration efficace et une gestion optimale du territoire national en vue de la sécurité des personnes et des biens.	Proportion d'unités administratives disposant d'infrastructures à usage de bureaux et résidences équipés	13 132 009	13 132 009	12 983 009	12 983 009
17	093	SECURITE ET GESTION DES LIBERTES PUBLIQUES	Garantir la sécurité de l'Etat et l'exercice des libertés	Nombre de BRQ produit par an	6 055 325	6 055 325	6 055 325	6 055 325
18	094	DÉVELOPPEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION CIVILE	Renforcer la résilience face aux catastrophes	Nombre de départements disposant des Plans d'Organisation de Secours (ORSEC)	5 478 800	5 478 800	5 478 800	5 478 800
19	095	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Administration Territoriale	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Administration Territoriale	10 267 866	10 267 866	10 267 866	10 267 866
CHAPITRE 08 -					60 607 732	60 607 732	60 549 000	60 549 000
MINISTERE DE LA JUSTICE								
20	107	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR JUSTICE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes.	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère.	10 051 467	10 051 467	10 051 467	10 051 467
21	108	AMELIORATION DE L'ACTIVITE JURIDICTIONNELLE	Améliorer l'accès et la qualité du service public de la justice.	Délai moyen de traitement des affaires	29 938 713	29 938 713	29 938 713	29 938 713
22	109	AMELIORATION DE LA POLITIQUE PENITENTIAIRE	Améliorer les conditions de détention et préparer à la réinsertion	Taux de couverture des besoins essentiels des détenus	20 617 552	20 617 552	20 558 820	20 558 820

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
	CHAPITRE 09 -		COUR SUPREME		4 130 000	4 130 000	4 130 000	4 130 000
23	121	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR COUR SUPREME	Appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels de la Cour Suprême	Taux d'exécution du budget de la Cour Suprême	2 779 440	2 779 440	2 779 440	2 779 440
24	122	CONTROLE DE LA TRANSPARENCE DE LA FINANCIERE, DE LA GESTION BUDGETAIRE ET DE LA QUALITE DES COMPTES PUBLICS	Contribuer à l'amélioration de la gestion des finances et la protection de la fortune publique	Taux de réalisation des contrôles programmés	939 390	939 390	939 390	939 390
25	123	CONTRIBUTION A LA CONSOLIDATION L'ETAT DE DROIT	Améliorer la gestion des contentieux judiciaires et administratif de la Cour Suprême	Taux de traitement des recours reçus	411 170	411 170	411 170	411 170
	CHAPITRE 10 -		MINISTERE DES MARCHES PUBLICS		14 485 000	14 485 000	14 485 000	14 485 000
26	715	AMELIORATION DE L'ADMINISTRATION DES MARCHES PUBLICS	Assurer le bon fonctionnement du système	1. Taux des marchés passés dans le respect des plans de passation arrêtés 2. Taux des marchés passés suivant la procédure de gré à gré	2 711 985	2 711 985	2 711 985	2 711 985

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
27	716	RENFORCEMENT DU CONTROLE EXTERNE DES MARCHES DES APPROVISIONNEMENTS ET DES SERVICES	Veillez à l'effectivité et à l'exécution des marchés des services et approvisionnements généraux	1. Taux de marchés contrôlés 2. taux (%) des marchés d'approvisionnement contrôlés 3. Taux (%) de marchés d'approvisionnement et services abandonnés 4. Taux (%) des marchés d'approvisionnement et services fictifs	1 754 700	1 754 700	1 754 700	1 754 700
28	717	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES MARCHES PUBLICS	Améliorer la performance des services	Taux (%) de réalisation des activités budgétisées	7 970 315	7 970 315	7 970 315	7 970 315
29	718	RENFORCEMENT DU CONTROLE EXTERNE DES MARCHES DES INFRASTRUCTURES	Veiller à l'effectivité et à l'exécution des marchés d'infrastructures	1. Taux de marchés Réceptionnés 2. Taux de marchés Réceptionnés 3. Taux de marchés d'infrastructure contrôlés 4. Taux de marchés 5. Taux de marchés Fictifs	2 048 000	2 048 000	2 048 000	2 048 000
CHAPITRE 11 -			CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT		8 351 559	8 351 559	5 195 000	5 195 000
30	136	RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES A LA FORTUNE PUBLIQUE	Promouvoir la culture de la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques	Nombre d'Entités Publiques ayant internalisé les normes du contrôle interne	615 000	615 000	615 000	615 000

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
31	137	INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	Réduire le risque de mal gouvernance et réparer les préjudices subis par l'Etat	1. Nombre d'équipes de mission d'audit déployées par an 2. Nombre de sessions du CDBF tenues	1 936 500	1 936 500	1 936 500	1 936 500
32	138	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSUPE	Appuyer la mise en œuvre des programmes des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat	Taux de mise à disposition des ressources financières	5 800 059	5 800 059	2 643 500	2 643 500
CHAPITRE 12 -			DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE		87 368 407	87 368 407	87 175 000	87 175 000
33	151	CONSOLIDATION DE LA SECURITE PUBLIQUE	Accroître la protection des institutions, des libertés publiques, les personnes et les biens	Taux de couverture sécuritaire du territoire national	6 368 162	6 368 162	6 227 599	6 227 599
34	152	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL	Améliorer la coordination des Services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées à la DGSN	72 821 689	72 821 689	72 821 689	72 821 689
35	154	RENFORCEMENT DE LA SECURITE FRONTALIERE	Maîtriser les flux migratoires et renforcer la lutte contre la criminalité transfrontalière	Quantité moyenne d'actes criminels ou d'infraction transfrontaliers enregistrés	2 337 951	2 337 951	2 337 951	2 337 951
36	155	REDYNAMISATION DU SYSTEME RENSEIGNEMENT DE	Assurer la disponibilité permanente d'un renseignement intégral, complet et de qualité	Quantité de notes de synthèse sécuritaires produites	5 840 605	5 840 605	5 787 761	5 787 761
CHAPITRE 13 -			MINISTERE DE LA DEFENSE		248 537 000	248 537 000	245 913 000	245 913 000

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
37	166	RENFORCEMENT DE LA DÉFENSE DU TERRITOIRE	Renforcer le dispositif de défense du territoire.	Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles des Armées au Tableau des effectifs et dotations (TED)	130 434 840	130 434 840	128 260 840	128 260 840
38	168	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DEFENSE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Défense	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense	45 453 778	45 453 778	45 373 778	45 373 778
39	169	PARTICIPATION A L'ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT	Apporter un appui dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun	Taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du MINDEF	9 712 525	9 712 525	9 712 525	9 712 525
40	170	PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS	Garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement	Taux de criminalité	62 935 857	62 935 857	62 565 857	62 565 857
CHAPITRE 14 -			MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE		4 727 151	4 727 151	4 727 151	4 727 151
41	181	CONSERVATION DE L'ART ET DE LA CULTURE CAMEROUNAIS	Viabiliser et rentabiliser le patrimoine culturel et artistique	Nombre de biens culturels viabilisés économiquement rentables	1 444 900	1 444 900	1 444 900	1 444 900
42	182	RENFORCEMENT DE L'APPAREIL DE PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES CULTURELS	Accroître la rentabilité et la compétitivité du sous-secteur	Nombre de Produits culturels promus et soutenus	1 243 151	1 243 151	1 243 151	1 243 151
43	183	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR ART ET CULTURE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre	taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère des Arts et de la Culture	2 039 100	2 039 100	2 039 100	2 039 100

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
			des programmes.					
CHAPITRE 15 -			MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE		232 742 150	232 742 150	232 742 150	232 742 150
44	196	DEVELOPPEMENT PRESCOLAIRE	DU Accroître le taux de Préscolarisation sur toute l'étendue du territoire national	Taux Brut de Préscolarisation	13 248 433	13 248 433	13 248 433	13 248 433
45	197	UNIVERSALISATION CYCLE PRIMAIRE	DU Améliorer l'accès et l'achèvement du cycle primaire	1. Taux d'achèvement du cycle primaire 2. Taux net d'admission au primaire	184 316 363	184 316 363	184 316 363	184 316 363
46	198	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR EDUCATION DE BASE	Assurer la mise en œuvre efficace des programmes	Taux moyen de réalisation des indicateurs des programmes opérationnels	32 945 278	32 945 278	32 945 278	32 945 278
47	199	ALPHABETISATION	Accroître la population alphabétisée	Taux d'alphabétisme	2 232 076	2 232 076	2 232 076	2 232 076
CHAPITRE 16 -			MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE		42 317 000	42 317 000	42 317 000	42 317 000
48	211	ENCADREMENT MOUVEMENT SPORTIF	DU Améliorer l'offre d'encadrement de la pratique des Activités Physiques et Sportives (APS) par les acteurs institutionnels	Nombre d'encadreurs qualifiés pour 100 000 habitants	12 098 067	12 098 067	12 098 067	12 098 067
49	212	DEVELOPPEMENT INFRASTRUCTURES SPORTIVES	DES Doter le pays d'infrastructures Sportives Modernes	Nombre des infrastructures sportives construites et fonctionnelles	24 000 167	24 000 167	24 000 167	24 000 167

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
**COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY**

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
50	213	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes.	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère	6 218 767	6 218 767	6 218 767	6 218 767
CHAPITRE 17 -			MINISTERE DE LA COMMUNICATION		4 618 000	4 618 000	4 618 000	4 618 000
51	227	AMÉLIORATION DE L'OFFRE ET DE L'ACCÈS À L'INFORMATION	Mettre à disposition à l'échelle nationale et internationale une information qualitative et quantitative	proportion de la population exposée aux médias de masse	2 145 500	2 145 500	2 145 500	2 145 500
52	228	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR COMMUNICATION	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la communication	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINCOM	2 472 500	2 472 500	2 472 500	2 472 500
CHAPITRE 18 -			MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		65 148 493	65 148 493	57 545 000	57 545 000
53	241	DEVELOPPEMENT DE LA COMPOSANTE TECHNOLOGIQUE PROFESSIONNELLE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Accroître en quantité et en qualité le nombre des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur	Pourcentage des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur	6 748 475	6 748 475	6 748 475	6 748 475

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
54	242	MODERNISATION ET PROFESSIONNALISATION DES ETABLISSEMENTS FACULTAIRES CLASSIQUES	Donner des compétences et aptitudes professionnelles aux étudiants des établissements facultaires classiques leur permettant de trouver un emploi ou de s'auto-employer	1. Taux d'insertion professionnelle des étudiants ayant suivi une formation dans les filières des établissements facultaires classiques 2. Taux d'encadrement annuel des étudiants de niveau Master (Nombre d'étudiants/enseignants) 3. Nombre d'étudiants pour une place assise	6 939 722	6 939 722	6 939 722	6 939 722
55	243	DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION UNIVERSITAIRES	Permettre à la recherche universitaire d'impacter positivement le développement du pays en vue de son émergence	Proportion de résultats de la recherche universitaire exploités sur deux (02) ans dans les secteurs prioritaires définis dans le DSCE	12 891 250	12 891 250	12 891 250	12 891 250
56	244	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Assurer un meilleur pilotage de l'enseignement supérieur	Taux d'exécution des activités budgétisées	38 569 046	38 569 046	30 965 553	30 965 553
CHAPITRE 19 -			MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION		8 691 000	8 691 000	8 691 000	8 691 000
57	259	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU SOUS-SECTEUR RECHERCHE ET INNOVATION	Améliorer la coordination, le fonctionnement et la performance du sous-secteur Recherche et Innovation.	Taux de mise en œuvre du plan d'actions ministériel	4 269 800	4 269 800	4 269 800	4 269 800

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
58	260	DENSIFICATION DE LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ET DE L'INNOVATION	Accroître les performances de la recherche scientifique, technologique et d'innovation	Nombre de résultats de la recherche produits et diffusés	4 421 200	4 421 200	4 421 200	4 421 200
CHAPITRE 20 -			MINISTERE DES FINANCES		57 019 556	57 019 556	56 950 000	56 950 000
59	271	MOBILISATION DES RECETTES PETROLIERES	Améliorer le niveau de recouvrement des recettes non pétrolières	Taux de recouvrement des recettes fiscales et douanières	16 419 455	16 419 455	16 419 455	16 419 455
60	272	GESTION DU TRESOR PUBLIC ET SUIVI DU SECTEUR FINANCIER	Améliorer l'efficacité du Trésor public et optimiser l'utilisation des ressources mobilisées pour le financement de l'économie.	1. Délai de paiement global après service fait 2. Taux d'endettement	14 314 849	14 314 849	14 245 293	14 245 293
61	274	GESTION BUDGETAIRE DE L'ETAT	Rationaliser l'allocation des ressources pour promouvoir une gestion budgétaire performante	1. Solde de référence CEMAC 2. Ratio de soutenabilité de la masse salariale	11 172 389	11 172 389	11 172 389	11 172 389
62	275	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINFI	Renforcer le pilotage stratégique des Programmes pour l'atteinte des objectifs du MINFI	Taux de réalisation du plan d'actions du MINFI	15 112 863	15 112 863	15 112 863	15 112 863
CHAPITRE 21 -			MINISTERE DU COMMERCE		7 496 000	7 496 000	7 496 000	7 496 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
63	286	APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits locaux, conquérir de nouveaux marchés et attirer les investissements étrangers	1. taux de mise en œuvre de la cartographie des infrastructures marchandes transfrontalières 2. proportion des entreprises ayant bénéficié de l'encadrement du MINCOMMERCE	374 643	374 643	374 643	374 643
64	287	RÉGULATION DU COMMERCE INTÉRIEUR	Structurer les circuits de distribution en vue d'assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de saine concurrence	1. Taux d'assainissement du marché intérieur 2. Proportion de l'équité dans les transactions commerciales 3. Taux de mise en œuvre de la cartographie des marchés	3 416 518	3 416 518	3 416 518	3 416 518
65	288	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR COMMERCE	Améliorer le cadre et les conditions de travail	taux d'efficacité des programmes	3 704 839	3 704 839	3 704 839	3 704 839
CHAPITRE 22 -			MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE		51 247 963	51 247 963	51 247 963	51 247 963
66	301	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINEPAT	Taux annuel d'exécution des programmes du MINEPAT	4 621 179	4 621 179	4 621 179	4 621 179
67	302	APPUI A LA RELANCE ÉCONOMIQUE POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE	Améliorer le taux de croissance de l'économie	1. Taux d'exécution du BIP 2. Taux d'investissement	6 301 779	6 301 779	6 301 779	6 301 779

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
68	303	RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE L'INTEGRATION REGIONALE	Améliorer l'apport des partenariats économiques et de l'intégration régionale à la réalisation des objectifs de développement du Cameroun.	Taux annuel de décaissement des ressources d'investissement planifiées sur financement extérieur	3 593 378	3 593 378	3 593 378	3 593 378
69	304	RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET INTENSIFICATION DES ACTIONS D'AMENAGEMENT TERRITOIRE.	Disposer des stratégies de développement et de schémas d'aménagement arrimés aux objectifs du DSCE.	Taux d'exécution des activités de planification du développement et d'aménagement du territoire.	36 731 628	36 731 628	36 731 628	36 731 628
CHAPITRE 23 -			MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS		8 901 000	8 901 000	8 901 000	8 901 000
70	317	DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE TOURISTIQUE ET DES LOISIRS	Augmenter le réceptif en infrastructures touristiques et des loisirs	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmenter le réceptif en infrastructures touristiques et des loisirs 2. Nombre d'infrastructures de loisirs aménagés et mises en exploitation 3. Nombre de sites touristiques aménagés et opérationnels 4. Nombre d'hôtels construits/réhabilités et exploités 	5 450 003	5 450 003	5 450 003	5 450 003

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
71	318	PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS	Attirer un grand nombre de visiteurs résidents et non-résidents.	1. Nombre de visiteurs internationaux accueillis 2. Nombre de visiteurs internes ayant visité la destination Cameroun	1 044 014	1 044 014	1 044 014	1 044 014
72	320	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR TOURISME ET LOISIRS	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées	2 406 983	2 406 983	2 406 983	2 406 983
CHAPITRE 25 -			MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES		387 464 032	387 464 032	386 954 032	386 954 032
73	331	RENFORCEMENT DE L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Accroître l'accès aux Enseignements Secondaires	Taux de transition du primaire au secondaire	90 709 500	90 709 500	90 199 500	90 199 500
74	332	AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages au Ministère des Enseignements Secondaires	Taux d'achèvement du premier cycle	211 825 000	211 825 000	211 825 000	211 825 000
75	333	INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Adapter les formations à l'environnement socioéconomique	Nombre de filières professionnalisantes développées dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel (ESTP)	55 321 032	55 321 032	55 321 032	55 321 032
76	334	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources	Taux de réalisation des activités programmées au MINESEC	29 608 500	29 608 500	29 608 500	29 608 500

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
	CHAPITRE 26 -		MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE		20 333 646	20 333 646	20 233 646	20 233 646
77	346	EDUCATION CIVIQUE ET INTEGRATION NATIONALE	Promouvoir la culture de la citoyenneté auprès des populations	1. Niveau de mise en œuvre du référentiel camerounais 2. Nombre de personnes formées aux valeurs citoyennes par les structures d'encadrement du MINJEC	7 238 950	7 238 950	7 138 950	7 138 950
78	347	INSERTION ECONOMIQUE JEUNES SOCIO-DES	Contribuer à l'insertion sociale et économique des jeunes	1. Nombre de jeunes formés dans les structures d'encadrement du MINJEC en vue de leur insertion sociale et économique 2. Nombre de jeunes issus des structures d'encadrement du MINJEC et insérés dans le tissu économique	9 933 296	9 933 296	9 933 296	9 933 296
79	348	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère de la jeunesse et de l'éducation civique	3 161 400	3 161 400	3 161 400	3 161 400
	CHAPITRE 27 -		MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL		46 088 187	46 088 187	46 088 187	46 088 187
80	350	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	Mettre en œuvre les activités budgétisées du MINDDEVEL	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère	2 975 266	2 975 266	2 975 266	2 975 266

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
81	351	APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION	Renforcer l'autonomie des Communes et rendre opérationnelles les Régions	1. Taux d'absorption des ressources allouées par l'Etat aux CTD 2. Taux d'exécution physico-financière des projets inscrits annuellement au BIP pour le compte des Régions et des communes 3. Pourcentage du budget de l'Etat alloué aux Communes et au Régions	38 536 934	38 536 934	38 536 934	38 536 934
82	352	PROMOTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL	Appuyer les communes et les régions dans la fourniture des services de base et veiller au développement harmonieux et équilibré du territoire national	1. Taux d'exécution physico-financière des projets inscrits annuellement au BIP pour le compte des régions et des communes 2. Volume des dotations allouées annuellement aux projets prioritaires issus des PCD et des PRD	4 575 987	4 575 987	4 575 987	4 575 987
CHAPITRE 28 -			MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		6 391 000	6 391 000	6 391 000	6 391 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
83	361	LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	Réduire la dégradation des terres et promouvoir les mesures de résilience, d'atténuation et aux d'adaptation changements climatiques et de protéger la biodiversité	1. % de terres restaurées dans les espaces fortement dégradés dans la zone prioritaire N°1 Région de l'Extrême - Nord (1 116 700 ha) 2. Nombre de bonnes pratiques de résilience, d'atténuation et d'adaptation mises en place ou renforcées et adoptées par les populations	2 709 500	2 709 500	2 709 500	2 709 500
84	362	GESTION DURABLE DE LA BIODIVERSITE	Rendre opérationnel la stratégie nationale sur le développement durable	1. Superficie de plan d'eau débarassée de la Jacinthe d'eau (Wouri, Bénoué et Vina) 2. Superficie de mangroves restaurées	836 000	836 000	836 000	836 000
85	363	LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS ET LES NUISANCES ET SUBSTANCES CHIMIQUES NOCIVES ET/OU DANGEREUSES	Réduire les pollutions et nuisances environnementales	Nombre d'installations inspectées	1 035 500	1 035 500	1 035 500	1 035 500
86	364	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS- SECTEUR ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de mise en œuvre des activités budgétisées du MINEPDED	1 810 000	1 810 000	1 810 000	1 810 000
CHAPITRE 29 -			MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE		9 496 000	9 496 000	9 496 000	9 496 000

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
87	376	VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES ET GEOLOGIQUES	Accroître la contribution des ressources géologiques et minières hors pétrole au PIB.	1. Revenus issus de la délivrance des titres miniers. 2. Nombres de réserves minières certifiées	4 002 500	4 002 500	4 002 500	4 002 500
88	377	DIVERSIFICATION ET AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES INDUSTRIELLES	Transformer les matières premières agricoles, minières et forestières à travers le développement des filières industrielles	Evolution de l'indice de production industrielle des principales filières de transformation	2 056 000	2 056 000	2 056 000	2 056 000
89	378	VALORISATION DES INVENTIONS, INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES ET ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Accroître le nombre d'actifs de la propriété industrielle valorisés	Nombre d'actifs valorisés	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000
90	379	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINMIDT.	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT	2 413 500	2 413 500	2 413 500	2 413 500
CHAPITRE 30 -			MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL		86 955 513	86 955 513	86 955 513	86 955 513
91	391	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	Taux de d'exécution technique des tâches programmées dans le PPA	10 396 974	10 396 974	10 396 974	10 396 974

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
92	392	AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE, ET DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES AGRICOLES	Accroître d'au moins 10% la production annuelle pour chacune des principales filières végétales d'ici 2025.	Taux d'évolution annuelle des productions des principales filières végétales	15 165 591	15 165 591	15 165 591	15 165 591
93	393	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT INFRASTRUCTUREL ET DE L'ACCES AUX FACTEURS DE PRODUCTION ET AUX MARCHES	Aménager au moins 150 000 ha pour la production agricole d'ici 2025	1. Pourcentage de bassins de production doté d'au moins un pool d'engins agricoles 2. Superficies des terres agricoles (ha) aménagées dans les bassins de production par an.	48 613 448	48 613 448	48 613 448	48 613 448
94	394	RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES SYSTEMES DE PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DES POPULATIONS RURALES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	Accroître les capacités des acteurs du monde agricole à s'adapter aux aléas climatiques d'ici 2025	Pourcentage des exploitations agricoles résistant aux chocs climatiques et météorologiques	12 779 500	12 779 500	12 779 500	12 779 500
CHAPITRE 31 -			MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES		41 531 887	41 531 887	41 531 887	41 531 887
95	406	DÉVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ET DES INDUSTRIES ANIMALES	Accroître la production des produits et denrées d'origine animale	Quantité de produits et denrées d'origines animales produites et transformées	25 751 481	25 751 481	25 751 481	25 751 481

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
96	407	AMELIORATION DE LA COUVERTURE SANITAIRE DES CHEPTELS ET DE LA LUTTE CONTRE LES ZOONOSES	Réduire l'impact des maladies animales sur la productivité des cheptels et améliorer la qualité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale et halieutique.	Taux de prévalence moyen des maladies animales	4 878 701	4 878 701	4 878 701	4 878 701
97	408	DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES	Assurer une production croissante et durable des produits halieutiques	Quantité de produits halieutiques produits	3 827 078	3 827 078	3 827 078	3 827 078
98	409	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)	7 074 627	7 074 627	7 074 627	7 074 627
CHAPITRE 32 -			MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE		228 164 087	228 164 087	226 084 106	226 084 106
99	421	OFFRE D'ENERGIE	Disposer d'une quantité suffisante d'énergie pour la population et les activités économiques	Quantité d'énergie disponible pour la consommation finale (en Tep)	94 892 309	94 892 309	92 892 309	92 892 309

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
100	422	ACCES A L'ENERGIE	Améliorer l'accès des ménages et des opérateurs économiques à l'énergie	1. Taux d'accès à l'électricité (en %) 2. Taux d'accès au gaz domestique (GPL) 3. Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique disponible à la consommation (en %)	27 077 607	27 077 607	26 997 626	26 997 626
101	423	ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE	Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide des ménages et des opérateurs économiques	1. Volume d'eau mobilisé pour tous les usages (m3) 2. Taux de desserte en eau (en %) 3. Taux d'accès à un assainissement individuel (en %)	92 867 230	92 867 230	92 867 230	92 867 230
102	424	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR EAU ET ENERGIE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Eau et de l'Energie	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Eau et de l'Energie (en %)	13 326 941	13 326 941	13 326 941	13 326 941
CHAPITRE 33 -			MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE		15 949 500	15 949 500	15 949 500	15 949 500
103	960	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR FORET ET FAUNE	Accroître et améliorer les capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles des acteurs au développement du sous-secteur forêt et faune	Taux de rendement dans la mise en œuvre des activités du sous-secteur	3 295 672	3 295 672	3 295 672	3 295 672

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
104	961	AMENAGEMENT ET RENOUELEMENT DE LA RESSOURCE FORESTIERE	Gérer durablement les forêts	Recettes fiscales et parafiscales générées par la gestion durable des forêts	4 381 010	4 381 010	4 381 010	4 381 010
105	962	SÉCURISATION ET VALORISATION DES RESSOURCES FAUNIQUES ET DES AIRES PROTÉGÉES	Contribuer à l'augmentation des recettes fiscales et parafiscales du sous-secteur à travers la gestion durable et la valorisation de la faune et des aires protégées	Recettes fiscales spécifiques de la gestion du sous-secteur faune	4 086 458	4 086 458	4 086 458	4 086 458
106	963	VALORISATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES LIGNEUSES ET NON LIGNEUSES	Optimiser l'utilisation des ressources ligneuses et non ligneuses	Nombre d'emplois directs des filières bois et produits forestiers non ligneux.	4 186 360	4 186 360	4 186 360	4 186 360
CHAPITRE 35 -			MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		19 012 656	19 012 656	19 012 656	19 012 656
107	452	PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT	Promouvoir l'emploi pour la population active	Nombre d'emplois créés et recensés par an	2 423 890	2 423 890	2 423 890	2 423 890
108	453	DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Accroître l'employabilité de la population active en adéquation avec les besoins du système productif	Nombre d'apprenants encadrés dans le cadre d'une formation professionnelle	10 908 049	10 908 049	10 908 049	10 908 049
109	454	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées	5 680 717	5 680 717	5 680 717	5 680 717
CHAPITRE 36 -			MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS		494 844 550	494 844 550	464 842 000	464 842 000
110	467	CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES	Développer les infrastructures	1. Densité du réseau routier bitumé pour 1000	353 366 979	353 366 979	325 736 979	325 736 979

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
		INFRASTRUCTURES	<p>C'est un programme qui a pour objectif d'améliorer substantiellement le taux d'accès aux infrastructures en générant une offre qui anticipe la demande. De manière spécifique, il s'agit de doubler la fraction du réseau bitumé pour 1000 habitants à l'horizon de la stratégie (0,34 km de routes bitumées pour 1000 habitants à l'horizon 2020). La densité du réseau ferroviaire devra passer à 0,10 km pour 1000 habitants tandis que la consommation d'énergie par unité de PIB devra se situer à 37%.</p>	<p>habitants</p> <p>2. Pourcentage des grands projets de construction des autres infrastructures respectant l'itinéraire technique</p>				

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
111	468	REHABILITATION, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	<p>améliorer l'état des infrastructures. Ce programme vise à améliorer la qualité des infrastructures en les maintenant en bon état d'utilisation. En effet, la réalisation des objectifs sectoriels est tributaire de la qualité des infrastructures.</p> <p>En ce qui concerne les routes, il s'agira à l'horizon de la stratégie d'améliorer nettement le niveau de service du réseau routier, en s'assurant que 55% du réseau routier est en bon état. Les actions de protection du patrimoine routier devront permettre : d'assurer le contrôle des charges sur l'ensemble du réseau bitumé et le respect des conditions de circulation par temps de pluie.</p>	<p>1. Linéaire du réseau bitumé réhabilité</p> <p>2. Pourcentage du réseau routier en bon état</p> <p>3. % des grands projets de réhabilitation / entretien des autres infrastructures respectant l'itinéraire technique</p>	126 835 428	126 835 428	124 762 878	124 762 878

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
112	469	RÉALISATION DES ÉTUDES TECHNIQUES	Améliorer la qualité des études techniques, la capacité et la qualité de production du secteur de la construction, du point de vue de l'ingénierie, en renforçant notamment la maîtrise d'œuvre de la construction des infrastructures.	1. % des études réalisées dans les délais et respectant l'itinéraire technique 2. % des études réalisées avec moins de 10% d'avenants	3 152 573	3 152 573	3 152 573	3 152 573

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
113	470	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL	<p>Optimiser les prestations réalisées.</p> <p>Dans ce cadre, il est envisagé la poursuite et l'intensification des réformes en cours qui portent notamment sur: (i) le renforcement du système de planification et de programmation, (ii) l'intensification des contrôles de conformité et de la qualité des travaux. (iii) le renforcement de l'offre du matériel de Génie-civil dans le but de pallier à son insuffisance pour la réalisation des prestations à l'entreprise ou en régie partielle, (iii) la catégorisation des entreprises et des Bureaux d'Etudes Techniques et la prise en compte de celle-ci dans le code des marchés publics en cours de révision. Les progrès de ce programme seront mesurés par le taux</p>	Taux de réalisation des activités budgétaires	11 489 570	11 489 570	11 189 570	11 189 570

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
			de mise en œuvre des programmes opérationnels.					
CHAPITRE 37 -			MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES		18 158 000	18 158 000	18 158 000	18 158 000
114	481	MODERNISATION CADASTRE	DU Maîtriser l'espace territorial national en vue de contribuer à l'amélioration de la gestion domaniale et le climat des affaires	Taux de modernisation du cadastre	2 419 950	2 419 950	2 419 950	2 419 950

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
115	482	PROTECTION ET DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT	Améliorer la gouvernance du patrimoine de l'Etat	1. Proportion des bâtiments administratifs estampillés 2. Nombre de bâtiments administratifs réhabilités	6 026 450	6 026 450	6 026 450	6 026 450
116	483	CONSTITUTION DES RESERVES FONCIERES ET LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX	Disposer des réserves foncières en vue de contribuer au développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social	1. Proportion d'hectares sécurisés 2. Proportion de parcelles produites 3. Proportion de conservations foncières informatisées	1 300 550	1 300 550	1 300 550	1 300 550
117	484	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINDCAF	8 411 050	8 411 050	8 411 050	8 411 050
CHAPITRE 38 -			MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN		124 843 373	124 843 373	124 843 373	124 843 373
118	496	DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT	Rationaliser l'occupation de l'espace urbain et réduire de façon significative la proportion de l'habitat indécemment en milieu urbain	1. Nombre de documents de planification urbaine élaborés/actualisés et/ou approuvés 2. Superficie des espaces aménagés, restructurés ou rénovés 3. Nombre de logements construits 4. Nombre de ménage supplémentaire ayant accès à un habitat décent	40 804 309	40 804 309	40 804 309	40 804 309

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
119	497	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN	Assainir et embellir l'espace urbain et asseoir une bonne gouvernance urbaine	Nombre de ménages supplémentaires ayant accès à un système d'assainissement, linéaire de drains construits, nombre de jeunes formés aux métiers urbains, nombre de stations d'épurations construites ou réhabilitées, nombre de plateformes fonctionnelles.	18 343 537	18 343 537	18 343 537	18 343 537
120	498	DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT URBAIN (PDITU)	Améliorer la mobilité urbaine	linéaire de voirie urbaine construite/réhabilitée /entretenu	59 390 959	59 390 959	59 390 959	59 390 959
121	499	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR URBAIN	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINHDU	Taux de réalisation des activités budgétisées du Programme	6 304 568	6 304 568	6 304 568	6 304 568
CHAPITRE 39 -			MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT		10 000 853	10 000 853	10 000 853	10 000 853
122	511	PROMOTION DE L'INITIATIVE PRIVEE ET AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES PME	Densifier et garantir la compétitivité du tissu des PME camerounaises	1. Proportion de PME mises à niveau 2. Taux d'accroissement du chiffre d'affaires des PME mises à niveau 3. Taux d'accroissement des PME	3 318 120	3 318 120	3 318 120	3 318 120

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
123	513	PROMOTION DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	Organiser les secteurs de l'Economie Sociale et de l'artisanat et améliorer leurs performances.	Nombre d'Organisation de l'Economie Sociale et des artisans mis à niveau	2 525 858	2 525 858	2 525 858	2 525 858
124	514	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINPMEESA.	Niveau de réalisation des programmes du MINPMEESA.	4 156 875	4 156 875	4 156 875	4 156 875
CHAPITRE 40 -			MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE		200 639 755	200 639 755	197 121 500	197 121 500
125	527	PREVENTION DE LA MALADIE	Améliorer la couverture des interventions de prévention de la maladie	1. Taux de couverture vaccinale en PENTA 3 2. Pourcentage des ménages ayant accès /possédant au moins une MILDA 3. Pourcentage des femmes enceintes infectées par le VIH recevant un traitement ARV (pour réduire la TME pendant la grossesse et l'accouchement au cours des 12 derniers mois)	40 701 608	40 701 608	40 701 608	40 701 608
126	528	PROMOTION DE LA SANTE	Agir sur les déterminants de la santé et donner aux individus les moyens de maîtriser et d'améliorer leur état de santé	1. Taux de malnutrition aigu global chez les enfants de moins de 5 ans 2. Pourcentage des DS menant la promotion de l'utilisation des latrines	12 445 192	12 445 192	12 445 192	12 445 192

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
127	530	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SECTEUR SANTE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes Opérationnels du MINSANTE	1. Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINSANTE 2. Pourcentage de structures sanitaires publiques disposant d'au moins 50 % de personnels selon les normes.	53 603 124	53 603 124	53 176 124	53 176 124
128	531	PRISE EN CHARGE DES CAS	Réduire la létalité hospitalière et communautaire des maladies prioritaires transmissibles, non-transmissibles, ainsi que la mortalité maternelle et infanto-juvénile	1. Taux de mortalité péri opératoire dans les hôpitaux de 1ère, 2ème, 3ème et 4ème catégories 2. Taux de mortalité péri opératoire dans les hôpitaux de 1ère, 2ème, 3ème et 4ème catégories 3. Pourcentage des patients mis sous TARV 4. Taux d'accouchement assisté au sein d'une FOSA	93 889 831	93 889 831	90 798 576	90 798 576
CHAPITRE 41 -			MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE		5 542 000	5 542 000	5 492 000	5 492 000
129	541	PROMOTION DE LA SECURITE SOCIALE POUR LE PLUS GRAND NOMBRE	Améliorer la couverture et le fonctionnement du système de sécurité sociale en vigueur au Cameroun	Proportion de la population active intégrée dans le système de sécurité sociale en vigueur	916 000	916 000	916 000	916 000
130	542	AMELIORATION DE LA PROTECTION DU TRAVAIL	Promouvoir le travail décent dans tous les secteurs d'activité	Proportion des travailleurs dont les entreprises appliquent les principes du travail décent	2 255 328	2 255 328	2 255 328	2 255 328

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
131	543	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINTSS	2 370 672	2 370 672	2 320 672	2 320 672
CHAPITRE 42 -			MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES		10 549 500	10 549 500	10 549 000	10 549 000
132	557	Protection sociale des personnes socialement vulnérables	Renforcer la protection sociale des Personnes Socialement Vulnérables	Nombre de Personnes Socialement Vulnérables bénéficiaires des mesures de protection en milieu institutionnel public et privé	3 806 100	3 806 100	3 806 100	3 806 100
133	559	Solidarité nationale et justice sociale	Assurer la réinsertion sociale et économique des personnes socialement vulnérables.	Nombre de personnes vulnérables socialement insérées ou réinsérées et économiquement autonomes.	3 061 300	3 061 300	3 060 800	3 060 800
134	570	Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur des affaires sociales	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINAS	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINAS	3 682 100	3 682 100	3 682 100	3 682 100
CHAPITRE 43 -			MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE		7 852 500	7 852 500	7 852 500	7 852 500
135	573	DEVELOPPEMENT DE LA FAMILLE ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT	Contribuer au développement et au renforcement de la stabilité de la famille	nombre de familles bénéficiaires de séances d'éducation pré-nuptiale, matrimoniale et familiale et de sensibilisation sur les droits de l'enfant.	1 589 509	1 589 509	1 589 509	1 589 509

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
136	574	APPUI INSTITUTIONNEL ET GOUVERNANCE	Renforcer la gouvernance et les capacités institutionnelles	Taux de réalisation des activités budgétisées	3 067 479	3 067 479	3 067 479	3 067 479
137	575	PROMOTION DE LA FEMME ET DU GENRE	Contribuer à l'amélioration de la situation de la femme dans tous les secteurs de la vie nationale	Taux de représentation des femmes dans les postes de prise de décision	3 195 512	3 195 512	3 195 512	3 195 512
CHAPITRE 45 -			MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS		21 496 000	21 496 000	21 496 000	21 496 000
138	586	DENSIFICATION DU RESEAU ET AMELIORATION DE LA COUVERTURE POSTALE NATIONALE	Etendre et optimiser le réseau postal national	1. Nombre de points de contacts postaux fonctionnels 2. Nombre de points de contacts postaux ayant une connexion internet haut débit	1 649 390	1 649 390	1 649 390	1 649 390
139	587	DEVELOPPEMENT ET OPTIMISATION DES RESEAUX ET SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS ET TIC	Accroître l'accès qualitatif, quantitatif et à moindre coût aux services de communications électroniques sur l'ensemble du territoire national	Indice de développement des TIC	17 123 303	17 123 303	17 123 303	17 123 303
140	588	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	Améliorer le cadre de travail de l'Administration et les performances du service public	Taux de réalisation du plan d'actions du Ministère	2 723 307	2 723 307	2 723 307	2 723 307
CHAPITRE 46 -			MINISTERE DES TRANSPORTS		48 111 500	48 111 500	47 944 000	47 944 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
141	602	AMELIORATION DU SYSTEME DE SURETE ET DE SECURITE DES DIFFERENTS MODES DE TRANSPORT	Améliorer le système de sûreté et de sécurité des différents modes de transports	1. taux de réduction du nombre d'accidents sur les routes 2. pourcentage d'infrastructures certifiées	1 822 500	1 822 500	1 822 500	1 822 500
142	603	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR TRANSPORT	Soutenir la conduite de la politique des transports	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère des Transports	2 754 100	2 754 100	2 586 600	2 586 600
143	604	Développement et réhabilitation du réseau météorologique national	Produire des données fiables pour des prévisions météorologiques et climatologiques relatives à la sécurité des transports, l'agriculture et autres domaines d'activités socioéconomiques	1. Nombre d'ingénieurs, techniciens et agents formés 2. Taux de production de l'information météorologique sur le territoire national	874 400	874 400	874 400	874 400
144	607	DEVELOPPEMENT ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	Améliorer les conditions et coûts de transport, et accroître la mobilité	1. Volume de trafic fret (million de tonnes) 2. Nombre d'infrastructures réhabilitées et/ou construites	42 660 500	42 660 500	42 660 500	42 660 500
CHAPITRE 48 -			COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION		3 466 000	3 466 000	3 466 000	3 466 000
145	756	DÉSARMEMENT ET DÉMOBILISATION	Accroître le désarmement et la démobilisation des ex combattants	Nombre d'ex-combattants Désarmés	385 000	385 000	385 000	385 000
146	757	REINTEGRATION	Réintégrer les ex-combattants	Nombre d'ex-combattants réintégrés	281 500	281 500	281 500	281 500

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
147	758	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Commission	2 799 500	2 799 500	2 799 500	2 799 500
CHAPITRE 49 -			CONSEIL CONSTITUTIONNEL		3 744 000	3 744 000	3 744 000	3 744 000
148	720	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	Assurer l'opérationnalisation et la coordination des services du Conseil Constitutionnel	Taux de réalisation des activités au sein du Conseil Constitutionnel	3 744 000	3 744 000	3 744 000	3 744 000
CHAPITRE 50 -			MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE		15 332 000	15 332 000	11 332 000	11 332 000
149	616	AMELIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ETAT	Optimiser la gestion des ressources humaines de l'Etat.	Nombre d'Administrations disposant et utilisant les outils de gestion des Ressources Humaines de l'Etat	5 760 300	5 760 300	1 760 300	1 760 300
150	617	APPROFONDISSEMENT DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	Contribuer à accroître la performance des services publics.	Niveau d'implémentation de la réforme administrative	311 000	311 000	311 000	311 000
151	618	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	Améliorer la coordination des Services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINFOPRA.	Taux de réalisation des activités budgétisées	9 260 700	9 260 700	9 260 700	9 260 700
CHAPITRE 51 -			ELECTIONS CAMEROON		11 083 000	11 083 000	11 083 000	11 083 000
152	631	COORDINATION ET PILOTAGE DES ELECTIONS AU CAMEROUN	Organiser, gérer et superviser le processus électoral et référendaire	Pourcentage (%) des bureaux de vote opérationnels le jour du scrutin	2 512 494	2 512 494	2 512 494	2 512 494

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU BUREAU LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
153	632	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR ELECAM	Assurer l'opérationnalisation et la coordination des services d'ELECAM	Taux de réalisation des activités au sein d'ELECAM	8 570 506	8 570 506	8 570 506	8 570 506
CHAPITRE 52 -			COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES		1 246 000	1 246 000	1 246 000	1 246 000
154	646	COORDINATION ET PILOTAGE DE LA CNDHL	Assurer le respect des droits des citoyens	Nombre d'interventions de la CNDHL	782 494	782 494	782 494	782 494
155	647	PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME	Améliorer la connaissance et la défense des droits de l'Homme	Pourcentage des cibles touchées par les activités de promotion et de protection réalisées	463 506	463 506	463 506	463 506
CHAPITRE 53 -			SENAT		15 162 000	15 162 000	15 162 000	15 162 000
156	718	Gouvernance et appui institutionnel du Sénat	Appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels	Taux global de réalisation des actions programmées	15 162 000	15 162 000	15 162 000	15 162 000
CHAPITRE 54 -			COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME		2 980 000	2 980 000	2 980 000	2 980 000
157	731	PROMOTION BILINGUISME DU	Promouvoir le bilinguisme sur l'ensemble du territoire national	Niveau de pratique du bilinguisme au Cameroun	614 500	614 500	614 500	614 500
158	732	PROMOTION MULTICULTURALISME DU	Promouvoir le multiculturalisme et le vivre ensemble sur le territoire national	Nombre d'événements multiculturels	614 500	614 500	614 500	614 500
159	735	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de la Commission	1 751 000	1 751 000	1 751 000	1 751 000
CHAPITRE 55 -			PENSIONS		240 000 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
160	661	PENSIONS	Assurer le paiement des allocations de retraite	Taux de paiement	240 000 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000
CHAPITRE 56 -			DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE		491 000 000	720 000 000	491 000 000	720 000 000
161	667	REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE	Honorer les engagements de l'Etat vis-à-vis des bailleurs	Taux de paiement	491 000 000	720 000 000	491 000 000	720 000 000
CHAPITRE 57 -			DETTE PUBLIQUE INTERIEURE		491 430 000	672 630 000	491 430 000	672 630 000
162	673	REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE	Honorer les engagements de l'Etat vis-à-vis des résidents	Taux de paiement	491 430 000	672 630 000	491 430 000	672 630 000
CHAPITRE 60 -			SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS		142 271 000	242 271 000	142 271 000	242 271 000
163	679	SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	Contribuer au bon fonctionnement des organismes et établissements publics	Taux de réalisation des contributions attendu	142 271 000	242 271 000	142 271 000	242 271 000
CHAPITRE 65 -			DEPENSES COMMUNES		303 453 000	358 453 000	303 453 000	358 453 000
164	685	DEPENSES COMMUNES DE FONCTIONNEMENT	Couvrir les charges non réparties de l'Etat en fonctionnement	Taux de couverture des charges non réparties en fonctionnement	303 453 000	358 453 000	303 453 000	358 453 000
CHAPITRE 92 -			PARTICIPATIONS		20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
165	697	PARTICIPATION DE L'ETAT DANS LES ENTREPRISES PARAPUBLIQUES ET PRIVEES	Couvrir les prises de participation de l'Etat	Taux de couverture des participations attendues de l'Etat	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
CHAPITRE 93 -			REHABILITATION/RESTRUCTURATION		15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000
166	703	REHABILITATION ET RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	Assurer la réhabilitation et la restructuration des sociétés de l'Etat	Proportion d'entreprises restructurées ou réhabilitées	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000
CHAPITRE 94 -			INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS		95 087 983	95 087 983	95 087 983	95 087 983

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : millier de F.CFA)

N°	Programme		OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	CODE	LIBELLE						
167	709	INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENT	Assurer la disponibilité des fonds de contrepartie et couvrir les autres charges non réparties de l'Etat en investissement	Taux de couverture des charges non réparties en investissement	95 087 983	95 087 983	95 087 983	95 087 983
CHAPITRE 95 -			REPORT		7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000
168	715	PRISE EN CHARGE DES REPORTS DE CREDITS	Gérer efficacement les crédits reportés	taux de couverture des reports	7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000
TOTAL 2021					4 724 315 532	5 289 515 532	4 670 000 000	5 235 200 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

ARTICLE CINQUANTE-DEUXIEME (nouveau).- Les dépenses et les charges du budget général sont ventilées par chapitre et par nature de dépenses ainsi qu'il suit :

(En millions de FCFA)

CHAPITRE	BF			BIP			TOTAL			
	VOTE	AJUSTEMENT	MODIFIE	VOTE	AJUSTEMENT	MODIFIE	VOTE	AJUSTEMENT	MODIFIE	
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	34 602		34 602	6 000		6 000	40 602	0	40 602
02	SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	5 031		5 031	900		900	5 931	0	5 931
03	ASSEMBLEE NATIONALE	17 982		17 982	6 700		6 700	24 682	0	24 682
04	SERVICES DU PREMIER MINISTRE	12 676		12 676	5 000		5 000	17 676	0	17 676
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1 091		1 091	500		500	1 591	0	1 591
06	RELATIONS EXTERIEURES	27 700		27 700	3 100		3 100	30 800	0	30 800
07	ADMINISTRATION TERRITORIALE	32 135		32 135	2 650		2 650	34 785	0	34 785
08	JUSTICE	56 029		56 029	4 520		4 520	60 549	0	60 549
09	COUR SUPREME	2 930		2 930	1 200		1 200	4 130	0	4 130
10	MARCHES PUBLICS	13 385		13 385	1 100		1 100	14 485	0	14 485
11	CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	3 795		3 795	1 400		1 400	5 195	0	5 195
12	DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	84 175		84 175	3 000		3 000	87 175	0	87 175
13	DEFENSE	239 913		239 913	6 000		6 000	245 913	0	245 913
14	ARTS ET CULTURE	3 404		3 404	1 323		1 323	4 727	0	4 727
15	EDUCATION DE BASE	201 766		201 766	30 976		30 976	232 742	0	232 742
16	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	21 324		21 324	20 993		20 993	42 317	0	42 317
17	COMMUNICATION	2 918		2 918	1 700		1 700	4 618	0	4 618
18	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	52 045		52 045	5 500		5 500	57 545	0	57 545
19	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	7 161		7 161	1 530		1 530	8 691	0	8 691
20	FINANCES	50 830		50 830	6 120		6 120	56 950	0	56 950
21	COMMERCE	6 296		6 296	1 200		1 200	7 496	0	7 496
22	ECONOMIE, PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	16 826		16 826	34 422		34 422	51 248	0	51 248
23	TOURISME ET LOISIRS	3 601		3 601	5 300		5 300	8 901	0	8 901
25	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	379 157		379 157	7 797		7 797	386 954	0	386 954
26	JEUNESSE ET EDUCATION	13 493		13 493	6 741		6 741	20 234	0	20 234

(En millions de FCFA)

CHAPITRE	BF			BIP			TOTAL			
	VOTE	AJUSTEMENT	MODIFIE	VOTE	AJUSTEMENT	MODIFIE	VOTE	AJUSTEMENT	MODIFIE	
	CIVIQUE									
27	DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	4 433		4 433	41 655		41 655	46 088	0	46 088
28	ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	3 666		3 666	2 725		2 725	6 391	0	6 391
29	MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	5 523		5 523	3 973		3 973	9 496	0	9 496
30	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	23 619		23 619	63 337		63 337	86 956	0	86 956
31	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	14 315		14 315	27 217		27 217	41 532	0	41 532
32	EAU ET ENERGIE	5 073		5 073	221 011		221 011	226 084	0	226 084
33	FORETS ET FAUNE	10 395		10 395	5 554		5 554	15 949	0	15 949
35	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	13 345		13 345	5 668		5 668	19 013	0	19 013
36	TRAVAUX PUBLICS	58 542		58 542	406 300		406 300	464 842	0	464 842
37	DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	16 337		16 337	1 821		1 821	18 158	0	18 158
38	HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	12 768		12 768	112 075		112 075	124 843	0	124 843
39	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET L'ARTISANAT	6 483		6 483	3 518		3 518	10 001	0	10 001
40	SANTE PUBLIQUE	113 481		113 481	83 640		83 640	197 121	0	197 121
41	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	4 892		4 892	600		600	5 492	0	5 492
42	AFFAIRES SOCIALES	7 665		7 665	2 864		2 864	10 549	0	10 549
43	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	6 671		6 671	1 182		1 182	7 853	0	7 853
45	POSTES ET TELECOMMUNICATION	4 946		4 946	16 550		16 550	21 496	0	21 496
46	TRANSPORTS	4 944		4 944	43 000		43 000	47 944	0	47 944
48	COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET	1 966		1 966	1 500		1 500	3 466	0	3 466

(En millions de FCFA)

CHAPITRE	BF			BIP			TOTAL		
	VOTE	AJUSTEMENT	MODIFIE	VOTE	AJUSTEMENT	MODIFIE	VOTE	AJUSTEMENT	MODIFIE
DE REINTEGRATION									
49 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	3 244		3 244	500		500	3 744	0	3 744
50 FONCTION PUBLIQUE REFORME ADMINISTRATIVE ET	9 332		9 332	2 000		2 000	11 332	0	11 332
51 ELECTIONS CAMEROON	10 583		10 583	500		500	11 083	0	11 083
52 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	996		996	250		250	1 246	0	1 246
53 SENAT	11 962		11 962	3 200		3 200	15 162	0	15 162
54 COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	2 380		2 380	600		600	2 980	0	2 980
95 REPORT CREDITS DE	2 000		2 000	5 000		5 000	7 000	0	7 000
CHAPITRES ORGANISMES	1 649 846	0	1 649 846	1 221 912	0	1 221 912	2 871 758	0	2 871 758
			0			0	0	0	0
55 PENSIONS	240 000		240 000			0	240 000	0	240 000
60 SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	142 271	100 000	242 271			0	142 271	100 000	242 271
65 DEPENSES COMMUNES	303 453	55 000	358 453			0	303 453	55 000	358 453
CHAPITRES COMMUNS FONCTIONNEMENT	685 724	155 000	840 724	0	0	0	685 724	155 000	840 724
TOTAL DEPENSES COURANTES (A)	2 335 570	155 000	2 490 570	1 221 912	0	1 221 912	3 557 482	155 000	3 712 482
			0			0	0	0	0
56 DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE	491 000	229 000	720 000			0	491 000	229 000	720 000
57 DETTE PUBLIQUE INTERIEURE	491 430	181 200	672 630			0	491 430	181 200	672 630
TOTAL SERVICE DE LA DETTE (B)	982 430	410 200	1 392 630	0	0	0	982 430	410 200	1 392 630
			0			0	0	0	0
92 PARTICIPATIONS			0	20 000		20 000	20 000	0	20 000
93 REHABILITATION / RESTRUCTURATION			0	15 000		15 000	15 000	0	15 000
94 INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENT			0	95 088		95 088	95 088	0	95 088
CHAPITRES COMMUNS INVESTISSEMENT	0	0	0	130 088	0	130 088	130 088	0	130 088

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 CONFORME

(En millions de FCFA)

CHAPITRE	BF			BIP			TOTAL		
	VOTE	AJUSTEMENT	MODIFIE	VOTE	AJUSTEMENT	MODIFIE	VOTE	AJUSTEMENT	MODIFIE
TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT (A+B+C)	3 318 000	565 200	3 883 200	1 352 000	0	1 352 000	4 670 000	565 200	5 235 200

CHAPITRE DEUXIEME CREDITS DES COMPTES SPECIAUX

ARTICLE CINQUANTE-TROISIEME (nouveau).- Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement des comptes spéciaux ouverts sur les programmes sont fixés comme suit :

(Unité: milliers FCFA)

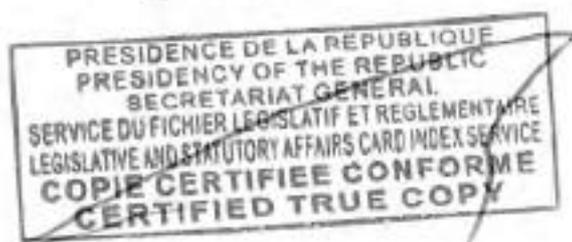
CODE	LIBELLE PROGRAMME	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE	7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000
421	OFFRE D'ENERGIE	600 000	600 000	600 000	600 000
422	ACCES A L'ENERGIE	6 400 000	6 400 000	6 400 000	6 400 000
	DEVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
586	DENSIFICATION DU RESEAU ET AMELIORATION DE LA COUVERTURE POSTALE NATIONALE	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	FONDS SPECIAL POUR LA SECURITE ELECTRONIQUE	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
587	DEVELOPPEMENT ET OPTIMISATION DES RESEAUX ET SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS ET TIC	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
	FONDS SPECIAL DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
587	DEVELOPPEMENT ET OPTIMISATION DES RESEAUX ET SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS ET TIC	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
	SOUTIEN DE LA POLITIQUE CULTURELLE	500 000	500 000	500 000	500 000
181	CONSERVATION DE L'ART ET DE LA CULTURE CAMEROUNAIS	50 000	50 000	50 000	50 000
182	RENFORCEMENT DE L'APPAREIL DE PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES CULTURELS	450 000	450 000	450 000	450 000
	FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET ASSAINISSEMENT	500 000	500 000	500 000	500 000
423	ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE	500 000	500 000	500 000	500 000
	FONDS NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
362	GESTION DURABLE DE LA BIODIVERSITE	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
	DEVELOPPEMENT FORESTIER	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
961	AMENAGEMENT ET RENOUVELLEMENT DE LA RESSOURCE FORESTIERE	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
963	VALORISATION DES RESSOURCES	500 000	500 000	500 000	500 000

(Unité: milliers FCFA)

CODE	LIBELLE PROGRAMME	AE VOTE	AE MODIFIE	CP VOTE	CP MODIFIE
	FORESTIÈRES LIGNEUSES ET NON LIGNEUSES				
	FONDS SPECIAL DE PROTECTION DE LA FAUNE	500 000	500 000	500 000	500 000
962	SÉCURISATION ET VALORISATION DES RESSOURCES FAUNIQVES ET DES AIRES PROTÉGÉES	500 000	500 000	500 000	500 000
	PRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
602	AMELIORATION DU SYSTEME DE SURETE ET DE SECURITE DES DIFFERENTS MODES DE TRANSPORT	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
	SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE TOURISME ET DE LOISIRS	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
318	PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	FONDS SPECIALE DE SOLIDARITE NATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES	150 000 000	200 000 000	150 000 000	200 000 000
971	RENFORCEMENT DU SYSTEME SANITAIRE	35 000 000	170 000 000	35 000 000	170 000 000
972	RESILIENCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE	100 000 000	10 000 000	100 000 000	10 000 000
973	RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
974	RESILIENCE SOCIALE	10 000 000	15 000 000	10 000 000	15 000 000
	TOTAL DES DEPENSES DES CAS	195 200 000	246 200 000	195 200 000	245 200 000

Le reste sans changement.

ARTICLE 2.-La présente ordonnance sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal Officiel en français et en anglais. /-



Yaoundé, Le 07 JUIN 2021

